

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au premier ministre. Le gouvernement libéral prend-il une attitude aussi ferme?

M. l'Orateur: A l'ordre.

L'hon. M. Hees: Oui ou non, ou usez-vous de douceur avec vos amis?

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA PARTICIPATION DU CANADA À UNE CONFÉRENCE EN VUE DE RÉGLER LE CONFLIT AU VIETNAM

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. En rapport avec la déclaration d'hier du secrétaire général des Nations Unies qui a dit que le Canada participerait à une conférence internationale visant à régler la guerre du Vietnam, y a-t-il eu de récentes discussions sur cette importante question et le gouvernement a-t-il fait savoir qu'il accepterait de prendre part à la conférence qu'envisage U Thant?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur l'Orateur. J'ai tenu la Chambre au courant de la plupart de ces initiatives, je crois, et j'ai indiqué que nous serions disposés à assister à une telle conférence.

LA FISCALITÉ

LES MODIFICATIONS AU LIVRE BLANC—L'AUGMENTATION DES EXEMPTIONS

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, étant donné l'absence non prévue du ministre des Finances, je voudrais demander au premier ministre si, conformément à la lettre du ministre, le gouvernement a décidé de modifier certaines des propositions contenues dans le Livre blanc sur la réforme fiscale et, dans l'affirmative, peut-il nous indiquer quelles sont ces modifications et si elles seront rendues publiques prochainement, afin de dissiper le climat d'incertitude dans lequel se déroulent actuellement toutes les discussions?

L'hon. Herb Gray (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, je puis répondre au nom du ministre des Finances qui assiste actuellement à Vancouver à la réunion annuelle de l'Association des banquiers du Canada.

Des voix: Oh, oh!

M. Baldwin: La voilà la liaison.

L'hon. M. Gray: Il serait ainsi à même de leur faire les observations nécessaires pour

s'assurer qu'ils contribuent à maintenir la stabilité économique du pays.

Une voix: Il est un peu tard, n'est-ce pas?

L'hon. M. Gray: J'ajouterai que lorsque le gouvernement sera prêt à annoncer des modifications aux propositions de réforme présentées, il le fera en temps voulu et de la manière habituelle.

L'hon. M. Lambert: Le ministre reconnaît-il donc que toutes les discussions qu'on pourrait avoir actuellement avec le public seraient inutiles, puisque la plupart des arguments peuvent devenir spéculatifs?

M. l'Orateur: Le député doit se rendre compte qu'il s'agit d'une discussion.

L'hon. M. Lambert: Mais la chose est si manifeste.

M. Max Saltzman (Waterloo): Ma question s'adresse au ministre d'État qui parle au nom du ministre des Finances. Étant donné qu'avant même le rapport du comité, on a indiqué que des changements considérables seront apportés au Livre blanc et comme il semble que le gouvernement ne pourra donner suite à certaines de ces mesures avant 1972, le ministre voudrait-il nous dire si le gouvernement a l'intention de présenter au moins des mesures pour augmenter les exemptions avant cette date?

L'hon. M. Gray: Je n'ai rien à ajouter à ma réponse précédente qui, je crois, répond à la question du député.

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Lorsque le ministre d'État parlera au ministre des Finances aujourd'hui, voudrait-il lui transmettre ma proposition pendant qu'il a tout son monde avec lui, ce qui permettrait peut-être de prendre des dispositions au sujet des taux bancaires d'ici lundi prochain?

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): J'ai une question supplémentaire pour le ministre. Comment les particuliers qui s'inquiètent des propositions fiscales pourront-ils faire la différence entre celles qui sont encore des propositions gouvernementales et celles qui n'en sont pas d'après ce que dit le ministre dans la lettre? Le ministre d'État dispose-t-il d'un moyen de faire connaître au public lesquelles sont encore des propositions gouvernementales?

L'hon. M. Gray: Je suis persuadé que les instances présentées par le public au comité et au gouvernement continueront d'être très utiles. Quand nous serons prêts à annoncer